

## Rapatriement des réfugiés burundais de la Tanzanie : phase finale

ARIB News, 27/04/2009 – Source PANALe rapatriement de dizaines de milliers de Burundais qui avaient fui en Tanzanie en 1972 est entré dans sa phase finale cette semaine. L'opération avait commencé quand un convoi du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) transportant environ 500 personnes a passé la frontière pour arriver dans un nouveau centre de transit au Burundi, indique l'agence de l'ONU pour les réfugiés ce dimanche. L'opération de rapatriement volontaire soutenue par le HCR en coopération avec les gouvernements des deux pays, vise à mettre fin à une des situations de réfugiés les plus longues du monde. Le HCR espère rapatrier cette année 25.000 de ce que l'on appelle les Burundais de 1972, de trois "anciennes implantations", qui ont choisi de retourner chez eux. Les 165.000 restants, pour la plupart qui sont nés et qui ont grandi en Tanzanie, ont choisi d'y rester. Le premier convoi de rapatriés du HCR de l'année a quitté la ville du Lac Tanganyika de Kigoma dans le nord-ouest de la Tanzanie mercredi, avec 473 réfugiés en provenance de Katumba. Ils ont quitté leur ancien camp par train mardi avec leurs effets personnels et leur bétail. Certains ont même démonté leurs maisons et emporté les matériaux de construction avec eux au Burundi. Les rapatriés, qui ont parlé au HCR étaient heureux de rentrer chez eux après tant d'années. "Je me sens soulagé au fond de mon cœur, car je suis finalement de retour après tant d'années. C'est ce que je voulais avant de mourir", déclare Yokoniya Ntabiye, 76 ans, après son arrivée au Centre de transit de Gitara dans le sud du Burundi. Mais les réfugiés ont également reconnu avoir une dette envers la Tanzanie et l'agence de l'ONU pour les réfugiés. "Je veux remercier le gouvernement de la Tanzanie pour nous avoir traité toutes ces années avec dignité, et pas simplement comme des réfugiés", a déclaré Phillip Budogero, qui était un petit enfant quand ses parents ont fui le conflit inter-ethnique au Burundi. "Nous avons bénéficié de services communautaires comme l'éducation et la santé", a-t-il ajouté. Leur arrivée au centre nouvellement construit de Gitara, les réfugiés ont passé une visite médicale et ont reçu une aide comprenant une certaine somme, des vivres et des ustensiles ménagers. Ils seront transportés dans leurs communautés d'origine, a déclaré l'agence. Mais les rapatriés vont être confrontés à de nombreuses difficultés au Burundi, particulièrement parce qu'ils ont quitté leur pays depuis si longtemps. Nombreux sont ceux d'entre eux qui auront des problèmes à récupérer leurs terres dans ce petit pays d'Afrique Centrale. Pour ces personnes, le HCR prévoit des hébergements temporaires et soutient la médiation pacifique de leurs différends frontaliers. Quant à rapatriés sans terres le gouvernement burundais et les partenaires de l'ONU, comme le HCR, vont les aider à s'installer dans des "villages de la paix" intégrés. Quatre de ces villages ont été ouverts pour des centaines de personnes ces derniers mois. Les rapatriés sont rentrés peu après que le dernier groupe rebelle actif au Burundi a été dissous et est devenu un parti politique. Les trois anciennes implantations de l'ouest de la Tanzanie - Ulyankulu, Katumba et Mishamo - hébergeaient 220.000 des Burundais de 1972. "L'année dernière, plus de 30.000 d'entre eux sont retournés dans leur pays après s'être vus proposer le choix du rapatriement ou de l'intégration locale", selon le HCR. Les demandes de certificats de nationalité de ceux qui ont décidé de rester sont actuellement étudiées par les autorités tanzaniennes. Les réfugiés de 1972 sont différents de ceux qui ont fui le Burundi pour la Tanzanie dans les années 90 et que le HCR encourage activement à rentrer au Burundi. Au nombre de 40.000, ils sont basés au camp de Mtabila dans la région de Kigoma. Le HCR a aidé 390.000 réfugiés burundais à rentrer de Tanzanie depuis le début de ses opérations de rapatriement assisté en 2002. total, plus de 470.000 réfugiés, avec une aide ou non, sont rentrés au Burundi depuis 2002.